

Des politiques publiques pour une ESS durable, féministe et transformative: Examiner les défis

L'analyse féministe des pratiques d'Economie Sociale et Solidaire (ESS) dans les six cas étudiés dans ce projet (encadré) a permis d'identifier un certain nombre de limites qui peuvent affecter l'existence, la portée, l'efficacité et la durabilité des politiques publiques d'ESS. Ces limites sont liées (i) à la capacité des initiatives d'ESS à entreprendre des actions publiques (et à faire pression) pour le changement; (ii) à un environnement politique limitant et au manque d'engagement politique; (iii) à la nature du soutien institutionnel existant; (iv) aux processus qui sous-tendent les politiques publiques et la législation dans le domaine de l'ESS; et (v) à la capacité institutionnelle, politique et financière des institutions étatiques à agir, ainsi qu'au manque de cohérence des politiques publiques. Les résultats de cette recherche illustrent en particulier le fait que la manière problématique dont les Etats remplissent leurs responsabilités dans le domaine de la reproduction sociale constitue une limite structurelle au développement des initiatives d'ESS. Il s'agit là d'un obstacle majeur pour le développement de politiques publiques féministes et transformatives pour l'ESS. L'action des gouvernements, des organisations d'ESS et des mouvements de la société civile sera nécessaire pour pouvoir répondre à ce défi.

La capacité des organisations d'Economie Sociale et Solidaire à construire des actions publiques pour le changement

Dans cette recherche, il a été constaté que les organisations d'ESS sont en lutte constante avec l'Etat. Dans la plupart des initiatives étudiées (Argentine, Brésil, Kerala, Karnataka, Tamil Nadu), les personnes passent un temps considérable et investissent beaucoup d'énergie pour faire pression sur les gouvernements, afin qu'ils répondent à leurs obligations à protéger les droits et les moyens d'existence de leurs populations. Ce processus se fait en passant par des intermédiaires, comme des organisations non gouvernementales (ONG) ou des syndicats (Tamil Nadu, Brésil, Kerala); par des négociations directes (Argentine, Karnataka); ou à travers des manifestations de rue ou d'autres formes d'actions directes (Argentine, Brésil, Tamil Nadu, Karnataka). Dans certains cas, les organisations d'ESS peuvent jouer un rôle important dans ces divers processus de contestation de l'Etat et de définition des programmes de politiques publiques. Elles y parviennent parfois, mais pas toujours.

Le succès ou l'échec de ces efforts des initiatives de l'ESS dépend de facteurs multiples qui ne peuvent tous être abordés ici. Il est néanmoins possible de dire que la capacité des organisations d'ESS à agir, et la nature des demandes qu'elles formulent à l'Etat, résultent avant tout du processus de politisation au sein des organisations d'ESS. Les membres des organisations d'ESS expriment ainsi leurs capacités à construire une prise de conscience politique commune face à des besoins insatisfaits, des droits non assurés ou des injustices qui les affectent eux ou la communauté élargie. L'analyse féministe menée dans cette recherche a montré que la capacité des femmes provenant de communautés marginalisées à construire une cause commune et une identité collective, à partir de leurs expériences subjectives et individuelles d'oppression, peut faciliter la constitution de subjectivités politiques, et orienter les activités réalisées par les femmes. Il a été constaté que le rôle des mouvements féministes dans ce processus était crucial, en particulier pour axer l'analyse vers les injustices de genre et formuler des actions transformatives.

Encadré n° 1. Aperçu du projet: Une analyse féministe des pratiques de l'Economie Sociale et Solidaire: Perspectives depuis l'Amérique latine et l'Inde

L'Economie Sociale et Solidaire (ESS) a un rôle important à jouer dans la redéfinition d'économies et de sociétés permettant un développement plus équitable, inclusif et durable. Elle ne peut cependant être véritablement transformative que si elle aborde la question de la réorganisation de la reproduction sociale, en intégrant les objectifs politiques d'égalité de genre, et de rapports de pouvoir plus équitables. Les pratiques de l'ESS permettent-elles d'aller dans la bonne direction?

Bien que les femmes jouent un rôle majeur dans les activités d'ESS, les chercheurs et les décideurs politiques n'ont commencé que très récemment à s'intéresser aux dimensions de genre. La recherche féministe sur le travail non rémunéré de soins et domestique commence à peine à nourrir la réflexion chez les décideurs politiques et dans la mise en œuvre de programmes sur le terrain, et les activités d'ESS liées à la reproduction sociale (autrement dit, la manière dont la société se reproduit elle-même) sont souvent mal reconnues. Il manque clairement une analyse féministe des différents rapports sociaux et hiérarchies de genre qui traversent l'ESS.

L'objectif de ce projet de recherche était de contribuer, avec des données empiriques et de nouvelles perspectives analytiques, à commencer à combler ces insuffisances dans la recherche et dans les politiques publiques en économie sociale et solidaire, depuis une perspective féministe.

Etudes de cas en Inde

- Karnataka: association de femmes pêcheuses d'Udupi
- Kerala: association de travailleuses domestiques du SEWA
- Tamil Nadu: organisations de femmes contre l'extraction minière à Kancheepuram District, Palar Valley

Etudes de cas en Amérique du Sud

- Argentine: organisations communautaires de soins dans les banlieues de Buenos Aires
- Bolivie: associations de productrices à Batallas, département de La Paz
- Brésil: groupes de production collectifs, agroécologiques et féministes, du Vale do Ribeira, Etat de São Paulo

Le projet a été financé par le Réseau suisse pour les études internationales (SNIS).
Trouvez plus d'informations sur le projet [ici](#).



Il a été observé qu'un faible processus de politisation et une implication limitée des mouvements féministes et de la société civile dans les initiatives d'ESS ont tendance à limiter la capacité des organisations d'ESS à agir, et à diminuer la portée de leurs demandes. Plus fondamentalement, ces limites peuvent les conduire à moins s'impliquer dans la définition des politiques publiques ou à moins chercher à influencer l'engagement du gouvernement dans le domaine de l'ESS. Cela pourrait expliquer les différences observées dans les réclamations des organisations d'ESS, ainsi que, dans une certaine mesure, dans les politiques publiques mises en place, en particulier entre celles ayant une perspective de genre et celles n'en ayant pas.

Il a été constaté qu'une plus grande conscience politique collective parmi les membres des organisations d'ESS; l'engagement des mouvements féministes et d'autres mouvements de la société civile dans les initiatives de l'ESS; et l'implication des organisations d'ESS pour les questions féministes étaient des facteurs cruciaux pour la formulation et la promotion de politiques publiques prenant en compte une approche féministe.

L'environnement politique et l'engagement politique

Pour que des politiques publiques, la législation, ou d'autres formes de soutien à l'ESS émergent dans un contexte donné, il faut que le gouvernement s'engage politiquement en faveur d'un développement alternatif, basé sur un mode de gouvernance participatif et associatif. Dans cette recherche, il a été constaté que les changements de pouvoir au sein des gouvernements peuvent conduire à empêcher tout progrès voire à régresser, en particulier dans les cas où l'ESS n'est pas entièrement institutionnalisée. Par exemple, en Argentine, au Brésil et en Bolivie, des gouvernements politiquement orientés à gauche avaient promu l'ESS de multiples manières durant des années. Divers processus politiques, comme les élections en Argentine (2015) et la destitution du président du Brésil (2016) ont entraîné la réduction du soutien de l'Etat à l'ESS. De nombreuses politiques publiques qui avaient été mises en place durant cette période avec des gouvernements considérés progressistes ont été altérées ou ont vu leur portée réduite par les nouveaux gouvernements politiquement orientés à droite. Cela a eu des conséquences importantes pour les groupes étudiés, les associations de femmes, les femmes membres des initiatives de l'ESS et les ONG qui les soutiennent, dans la mesure où elles dépendent de l'Etat, qui les soutient et les finance.

Les changements politiques actuels en Argentine et au Brésil soulèvent des questions sur la durabilité des politiques publiques et du soutien institutionnel à l'ESS. Quelles sont les stratégies qui pourraient être développées afin de s'assurer que les gouvernements ne fassent pas aussi facilement marche arrière en ce qui concerne les réformes sociales et politiques "progressistes" faites par leurs prédécesseurs? Cela soulève également des questions sur la durabilité des organisations d'ESS en elles-mêmes. Quelles sont les actions qui permettraient d'obtenir davantage d'autonomie et d'être moins dépendantes de l'Etat? De plus, une question complexe qui reste à résoudre est de savoir comment trouver un équilibre entre l'institutionnalisation de l'ESS d'un côté, et l'autonomie et la dépendance de l'autre. La nature souvent contradictoire et litigieuse du soutien institutionnel à l'ESS peut affaiblir les objectifs de l'ESS, ses capacités d'action, ses valeurs, son éthique, et son potentiel. Plus généralement, l'ESS et l'Etat interagissent dans un champ de rapports de pouvoir inégaux, caractérisé par une logique patriarcale, capitaliste et parfois clientéliste. Ces interactions peuvent créer des relations de dépendance –avec ou sans autonomie– ou peuvent conduire à la cooptation ou à l'instrumentalisation des initiatives et des organisations d'ESS.

Ces tensions inhérentes expliquent le fait que les politiques publiques d'ESS peuvent avoir un impact limité, voire parfois négatif. Cela explique également l'attitude prudente des acteurs d'ESS vis-à-vis des processus d'institutionnalisation de l'ESS. Il est fondamental d'analyser les possibilités de soutenir l'ESS et de faciliter son expansion qui ne compromettent pas ses valeurs ni ses raisons d'être. Les organisations et les entités d'ESS, les organisations de la société civile, les mouvements féministes progressistes et d'autres mouvements sociaux ont un rôle crucial à jouer pour répondre à ces questions. Ces acteurs doivent également faire pression sur les gouvernements pour faire entendre leurs revendications dans le domaine de la reproduction sociale; pour réclamer un environnement politique qui permette aux réseaux d'initiatives d'ESS de s'exprimer et de s'articuler; et pour travailler en collaboration avec les organisations d'ESS afin de réduire leur dépendance à l'Etat et de faciliter leur organisation collective en tant que réseau et en tant que mouvement, de manière autonome et transformative.

La nature de la reconnaissance légale et du soutien institutionnel

L'engagement du gouvernement est essentiel, mais il ne garantit pas à lui seul l'efficacité ou la durabilité des politiques publiques d'ESS. La reconnaissance légale ainsi que l'existence de politiques publiques et d'autres mécanismes de soutien sont certes vitaux, mais cela n'est pas suffisant pour promouvoir l'ESS et permettre son développement. Dans cette recherche, il a été constaté que la nature de la reconnaissance légale et du soutien institutionnel est déterminante pour garantir la portée des politiques publiques, leur nature transformative et le potentiel des pratiques de l'ESS à valoriser le travail des femmes.

En Argentine par exemple, l'objectif des politiques sociales sectorielles basées sur l'économie sociale est de permettre aux personnes sans emploi et aux secteurs les plus pauvres de la population d'intégrer le marché du travail, tout en stimulant la cohésion sociale. L'analyse féministe réalisée dans cette recherche montre que, bien que cette approche soit importante, il s'agit d'un autre modèle capitaliste de développement plutôt que



Rencontre sur le terrain avec des femmes membres de l'ONG GUIDE au Tamil Nadu. Photo: Santhosh Kumar

d'une approche alternative visant à instaurer un nouveau modèle économique. Cela a également été constaté en Inde. Bien que le terme d'ESS ou d'Economie Sociale (ES) n'y soit pas utilisé, les efforts des gouvernements fédéraux et des Etats pour incorporer les personnes au chômage au marché du travail, à travers des associations, des groupes d'entraides et des coopératives, renvoient à une logique similaire. Au Brésil, les politiques d'économie solidaire ont fait l'objet de disputes sémantiques: pour certains, l'ESS représente un modèle alternatif d'organisation du travail, basé sur l'autogestion; pour d'autres, les politiques réalisées dans ce secteur sont l'équivalent d'une assistance sociale pour les personnes exclues du marché du travail. Dans ce contexte, l'étude de cas des groupes de production collectifs agroécologiques et féministes du Vale do Ribeira propose une vision qui va au-delà de la logique linéaire de production et d'accumulation capitaliste. Elle se base plutôt sur une manière de comprendre l'économie qui englobe la reproduction de tout ce qui est nécessaire pour la vie. La production et la consommation de nourriture constituent le point de départ, et l'objectif est d'atteindre une démocratisation de tous les rapports de pouvoir impliqués dans cette reproduction. Le rôle des organisations féministes et des mouvements de femmes rurales dans la co-construction de politiques publiques et leur mise en place est central dans cette approche.

Dans certains pays, les politiques publiques d'ESS et la reconnaissance légale ont une portée limitée: l'ESS est restreinte à des entreprises sociales et le soutien du gouvernement consiste principalement à financer et à soutenir la gestion entrepreneuriale. Ces caractéristiques ne s'appliquent pas nécessairement aux initiatives d'ESS qui cherchent à transformer les rapports sociaux dans une perspective féministe. Cette conception étroite tend également à induire un "biais productif": les activités reproductrices sont considérées secondaires par rapport aux activités centrées sur la création d'emplois. En Argentine par exemple, les principales politiques publiques dans le secteur de l'ESS urbaine sont surtout axées vers le microcrédit et les subventions aux petites entreprises. Un exemple en est le programme *Ellas Hacen* (littéralement: "elles font"), instauré en 2013 par le gouvernement argentin afin d'intégrer les femmes de communautés marginalisées dans le marché du travail en facilitant la création de coopératives de femmes et en leur proposant des formations. Ce programme, comme de nombreux autres, a pourtant tendance à exclure les services de soins communautaires. Néanmoins, suite à des pressions publiques et des négociations, quelques organisations communautaires ont réussi à faire intégrer certains de leurs membres dans ce programme et à recevoir un soutien. Cela montre à quel point il est important que les entités d'ESS acquièrent une prise de conscience politique pour réclamer des droits et exercer une influence sur l'élaboration des programmes des politiques publiques.

Les politiques publiques prêtent peu d'attention à la reproduction sociale, ce qui illustre un biais structurel profondément ancré dans les sociétés capitalistes, où le travail des femmes est perçu comme un service à la communauté plutôt que comme un travail. En effet, les analyses féministes montrent que les politiques publiques sont souvent paternalistes et que leur vision du monde est fortement genrée. Cette manière de voir réaffirme ainsi les hiérarchies qui existent entre activités productives et reproductives, une hiérarchie qui caractérise les sociétés capitalistes et qui entérine les normes de genre. Au Brésil par exemple, les représentations associées à la maternité occupent une place centrale dans le programme de



Femmes pêcheuses à Udupi. Photo: Kaveri Haritas

transferts de fonds *Bolsa Família*. En Bolivie, les femmes rurales ne se considèrent pas comme des travailleuses, malgré le fait qu'elles réalisent de multiples tâches domestiques, dans l'agriculture et dans le petit commerce. Elles ne réclament donc pas leurs droits à des services publics et ne revendiquent pas de changements politiques. De plus, les politiques publiques qui cherchent à intégrer les femmes au marché du travail en développant leurs capacités d'entrepreneuriat proposent souvent des formations dans des activités considérées traditionnellement "féminines", comme la mode et la cuisine, tout en ignorant l'agriculture. Bien que ces programmes soient importants, ils peuvent aussi enfermer les femmes dans des rôles prédéfinis, limitant leurs attentes et dès lors leur émancipation. Des processus similaires ont pu être observés au Tamil Nadu par exemple, où les politiques publiques et les projets visant à promouvoir des groupes d'entraide ont tendance à confiner les femmes qui en bénéficient dans des "ghettos domestiques" comme la broderie ou le petit élevage de bétail.

Ces politiques publiques construisent une réalité dans laquelle le travail des femmes est moins valorisé que celui des hommes. Au Kerala, le travail domestique réalisé par des femmes est vu comme une extension des tâches domestiques qu'une femme au foyer réalise dans sa propre maison. Cela signifie que ce travail est sous-valorisé, peu rémunéré, si on le compare au travail domestique réalisé par des hommes, et peu régulé. Le biais de genre dans les politiques publiques peut également être constaté dans les communautés de pêcheurs dans certains Etats d'Inde, où de l'argent et des compensations en nature sont donnés lors des périodes de mousson durant lesquelles la pêche est interdite. Alors que dans les unités familiales dirigées par des hommes, les pêcheurs reçoivent cette compensation, les femmes pêcheuses ne sont pas considérées cheffes de foyer et sont souvent de ce fait exclues de ces bénéfices.

Les processus qui sous-tendent la législation et les prises de décision politiques

La co-construction de politiques publiques est un processus important qui ouvre un dialogue entre l'ESS, ses alliés et les gouvernements, et permet aux voix de l'ESS d'être entendues et représentées. Cela permet également aux acteurs de l'ESS d'évaluer les capacités des institutions étatiques et politiques



Discussions et délibérations entre femmes sur l'engagement des femmes et la manière d'attirer la nouvelle génération. Changalpet, Inde. Photo: Santhosh Kumar

à répondre efficacement à leurs besoins. La co-construction permet dans l'idéal de concevoir des politiques d'ESS plus efficaces, de mieux les mettre en œuvre et les évaluer. Un certain nombre de problèmes peuvent émerger, quelles que soient les bonnes intentions sous-jacentes, lors d'interventions du haut vers le bas qui excluent les acteurs de l'ESS et leurs alliés des processus de définition de politiques publiques.

En Argentine par exemple, la décentralisation et la faible mise en œuvre des programmes étatiques a permis aux organisations de la société civile de jouer un rôle plus important dans la mise en place des politiques publiques (en particulier dans le domaine des services). Bien qu'il n'existe pas de processus formel de co-construction des politiques publiques, les pressions politiques et publiques exercées par les organisations communautaires de personnes travaillant dans les soins et par leurs alliés des mouvements sociaux et féministes ont permis d'impulser des changements dans les politiques publiques. Par exemple, lorsque le gouvernement de la Province de Buenos Aires a introduit pour la première fois le Programme Unités de Développement Infantile, afin de soutenir le développement de centres d'accueil des enfants, aucun financement n'était prévu pour rémunérer les personnes travaillant dans les soins. Les mobilisations publiques et la pression politique exercés par

ont été discutées dans ces espaces et incorporées dans les nouvelles politiques. Ces politiques ont également permis à diverses instances d'exécution des programmes –y compris des ONG– de développer leurs propres propositions et programmes dans les territoires dans lesquelles elles sont actives. Ce sont là des étapes importantes; néanmoins, ces politiques sont restées à un niveau expérimental et n'ont pas été généralisées –pour certains activistes, elles ont donc été perçues comme limitées et bureaucratiques. Les changements qui se sont produits depuis la destitution de Dilma Rousseff en mai 2016 ont eu de graves conséquences sur ces politiques. Le Ministère du Développement Agricole a disparu et, bien que certaines politiques publiques aient été formellement maintenues ainsi que les principaux espaces de participation, les personnes qui continuent à participer dans ces processus affirment que leurs voix ne sont pas entendues par le gouvernement actuel.

La capacité politique et institutionnelle des institutions étatiques, et la cohérence politique

Pour donner du sens aux politiques publiques, il est nécessaire que les institutions étatiques puissent agir, tant pour traduire les politiques publiques et la législation en plans et programmes d'action, que pour avoir la capacité institutionnelle de les mettre

预览已结束，完整报告链接和二维码如下：

https://www.yunbaogao.cn/report/index/report?reportId=5_20721

